

Rentrée scolaire. Harcèlement, éducation à la sexualité, autorité, qualité de l’instruction...La défiance des parents d’élèves vis à vis du Gouvernement...

Article rédigé par *Breizh Info*, le 10 septembre 2023

Source [Breizh Info] : À l’occasion de la rentrée scolaire du 4 septembre, l’Ifop publie les résultats de cette enquête auprès des parents d’élèves critiques vis à vis de l’Education nationale et de l’action du gouvernement. Et qui veulent que le nouveau ministre aille plus loin dans le détricotage du BAC à la « Blanquer » et plus largement, agisse plus efficacement pour améliorer le niveau des élèves et lutter contre les violences scolaires.

Alors que l’éducation est largement mise au cœur de la politique d’Emmanuel Macron, 1 004 parents d’élèves y donnent leur avis sur l’action du gouvernement sur l’enseignement, expriment ce qu’ils pensent des établissements scolaires (notamment celui de leur enfant) tout en donnant plus globalement leur regard sur l’efficacité de notre système scolaire. Permettant de prendre le pouls de l’opinion sur des éléments mesurés depuis plusieurs années, cette enquête met notamment au jour la problématique des faits de violence scolaire dans des proportions qui se révèlent très préoccupantes.

LES CHIFFRES CLÉS

1 – Le nouveau ministre de l’Éducation nationale Gabriel Attal amorce son mandat avec une cote de popularité pour le moins limitée : 43 % seulement des parents d’élèves ont une bonne opinion de lui, soit une proportion similaire à celle observée pour son prédécesseur Jean-Michel Blanquer à l’été 2019 (43 %).

2 – Il est vrai que sa popularité est plombée par la défiance structurelle des parents d’élèves à l’égard de la capacité du gouvernement à résoudre les grands problèmes de l’école... Les deux tiers n’ont pas confiance dans sa capacité à résoudre les violences à l’école (69 %) ou la baisse du niveau des élèves (68 %).

3 – Les parents souhaitent que le nouveau ministre aille encore plus loin dans le détricotage du BAC à la « Blanquer » : les deux tiers des parents interrogés (67 %) réclament ainsi un retour à « un baccalauréat dont l’obtention serait basée sur les résultats en examen national et non sur ceux obtenus au contrôle continu ».

[Lire la suite](#)